Correction de la session Afrique – Europe Juin 2017

**Deuxième partie**

**Étude critique de deux documents d’Histoire**

**La présence des États-Unis au Proche et au Moyen Orient en 1945 et en 1991**

*Consigne :*

*Après avoir rappelé le contexte des deux documents, montrez dans quelles mesures ils rendent compte de la présence des États-Unis au Proche et au Moyen Orient en 1945 et en 1991. Portez un regard critique sur la phrase soulignée dans le document 2.*

**DOCUMENTS 1 Le rapprochement entre les États-Unis et l’Arabie saoudite en 1945 (Légende : « Sur le bateau américain « Quincy », le roi d’Arabie saoudite Abdoul Aziz Al-Saoud rencontre le président américain F. D. Roosevelt le 14 février 1945 sur le Grand Lac Amer (Égypte) »). DOCUMENT 2 Extrait du discours de George Bush devant le Congrès, le 6 mars 1991, à la fin de la guerre du Golfe (Source : Bibliothèque présidentielle du Musée George-Bush, College station, Texas)**

 L’engagement militaire des États-Unis en Syrie sous l’impulsion de Donald TRUMP, qui contraste sur ce dossier assez positivement avec l’attitude attentiste de l’administration OBAMA (2008-2016) en matière de politique étrangère, s’inscrit dans la continuité longue de la présence américaine au Proche et au Moyen Orient. **Cette présence fut pourtant, au regard de l’impérialisme américain du deuxième XIXe siècle et du XXe siècle, un phénomène assez tardif**.

 La présence américaine au Proche et au Moyen Orient (Les pays asiatiques riverains de la Méditerranée, de la Mer Rouge et du Golfe arabo-persique) commence timidement dans les années trente, lorsqu’IBN SAOUD, roi du *Hedjaz* et du *Nejd*, devient le 1er roi d’Arabie saoudite (1932). Il accueille les compagnies pétrolières américaines, censées faire pièce à la présence des Britanniques qu’il juge hostiles à sa dynastie. Dix ans plus tard le *Persian Gulf Command* est créé pour préparer une contre offensive contre les Nazis, qui assiègent Stalingrad (1942), et dont on pense alors qu’ils vont déborder le Caucase et se ruer sur les réserves pétrolières iraniennes et irakiennes. En revenant de Yalta, le président démocrate ROOSEVELT (1932-1945), à bord du croiseur *Quincy*, fait un détour par le canal de Suez (Grand Lac amer, entre Port Saïd et Ismaïlia en Égypte) pour accueillir IBN SAOUD. **La photographie (Archives de l’*US Navy*) rend compte de cette 1ère rencontre entre un dirigeant américain et la famille SAOUD. L’historiographie retient de cette rencontre le « Pacte du Quincy »** : l’alliance américaine fondée sur une livraison garantie par l’Arabie saoudite de pétrole en échange de la protection militaire américaine accordée au Royaume et à ses alliés de la péninsule arabique. C’est cette alliance que le président républicain George Herbert BUSH (1988-1992) honore en fournissant l’essentiel de la coalition onusienne (1990) formée pour libérer le Koweït envahi par SADDAM Hussein. À l’issue de cette guerre (février 1991), **George BUSH dans son discours (mars 1991) propose au Congrès américain sa vision du Nouvel Ordre International (NOI)**.

 Dans quelles mesures peut-on affirmer que la photographie de la rencontre entre IBN SAOUD et ROOSEVELT d’une part et le Nouvel Ordre International proposé par George BUSH rendent compte de la présence américaine au Proche et au Moyen Orient ?

 La présence américaine est marquée par **l’alliance avec les dynasties conservatrices sunnites de la péninsule arabique**, et au premier chef d’entre elles la famille SAOUD (I). Mais la présence américaine est aussi marquée par **des alliances régionales et des engagements parfois complexes et contradictoires (II)** : l’alliance avec Israël et l’alliance avec des États concurrents du Royaume d’Arabie saoudite, comme l’Égypte, la Turquie et l’Iran. La phrase soulignée (Ligne 23) qui résume le projet de G. H. BUSH fera l’objet d’une étude critique spécifique dans une conclusion élargie.

**\* \* \***

 **La présence américaine au Proche et au Moyen Orient est en effet d’abord caractérisée par l’alliance des États-Unis avec le Royaume d’Arabie saoudite** (1), et à travers celui-ci, avec toutes les dynasties conservatrices sunnites de la péninsule arabique (Koweït, Qatar, Émirats Arabes Unis, EAU, et le sultanat d’Oman). Cette alliance scellée à bord du *Quincy* (1945), si elle fut moins linéaire qu’on a bien voulu le dire, **fut activée en 1990-1991 pendant la 1ère Guerre du Golfe** afin de libérer le Koweït envahi par l’Irak (2).

 **Le « Pacte du *Quincy* » (1945)** tel que l’historiographie la surnommé, et qui scelle l’alliance entre les États-Unis et le Royaume d’Arabie saoudite, sur la base d’une garantie de livraison d’hydrocarbures aux prix du marché par les SAOUD en échange d’une protection militaire de la part des États-Unis, **est en réalité l’aboutissement d’un long processus (1941-1958)**. L’intervention américaine dans la région du Proche et du Moyen Orient est officialisée par la rencontre IBN SAOUD / ROOSEVELT. Mais elle a commencé de manière timide bien en amont : par l’aide financière accordée par les États-Unis à l’Arabie saoudite (1941), par l’installation d’un commandement stratégique, le *Persian Gulf Command* (1942) et par la création de l’*Arabian American Oil Company* (ARAMCO, 1944), une *joint venture* pétrolière américano-saoudienne qui finance aussi de grands projets d’infrastructure en Arabie saoudite. Le caractère symbolique, et par là historique, de la rencontre sur le *Quincy* vient du fait qu’en février 1945, et plus particulièrement après Yalta, et après les accords de *Bretton Woods* (1944), c’est bien de reconstruction économique et géopolitique du monde dont il est question. La présence de ROOSEVELT, gravement malade, et qui décède trois mois plus tard, consacre l’intérêt officiel des États-Unis pour la région du Proche et du Moyen Orient, et le rôle que l’administration démocrate entend voir jouer à la dynastie des SAOUD. Pourtant, sur le *Quincy*, il fut surtout question de la Palestine mandataire. ROOSEVELT souhaitait rallier IBN SAOUD à la cause d’un « foyer national juif » en Palestine, tel que la « Déclaration Balfour » (1917) l’avait formulé, et promouvoir l’émigration des Juifs européens survivants de la *Shoah* en Palestine. IBN SAOUD s’y opposa, et ROOSEVELT n’insista pas. C’est surtout le président républicain EISENHOWER (1952-1960), promoteur du *Roll Back* qui posa les bases de l’alliance : la doctrine EISENHOWER (1958), à laquelle se rallient SAUD (1953-1965) et son frère Faysal (1964-1975), stipule que les États-Unis garantissent la sécurité des Lieux Saints (La Mecque et Médine) de toute intervention soviétique et de toute tentative d’annexion par des forces athées (Donc par des marxistes mais aussi des forces progressistes arabes, nassériennes ou baasistes). Les États-Unis font de la péninsule arabique un des « intérêts vitaux des États-Unis », et assurent la libre commercialisation du pétrole arabique, dont ils deviennent des grands importateurs. Les États-Unis sont alors les 1ers importateurs de pétrole au monde, et l’Arabie saoudite en est le 1er producteur et exportateur. Les intérêts sont convergents. La péninsule produit alors 18% du pétrole commercialisé dans le monde. Mais les États-Unis garantissent aussi des prix plus attractifs pour le pétrole qu’ils achètent : les compagnies comme l’ARAMCO sont encouragées à pratiquer le *fifty-fifty*, c’est-à-dire à reverser 50% de la plus value pétrolière à l’Arabie saoudite (ainsi qu’au Koweït et à Bahreïn). L’Arabie saoudite qui percevait 5 millions de dollars US de revenus pétroliers en 1945, en perçoit 110 en 1950 et 300 en 1955. L’alliance américaine enrichit l’Arabie saoudite : le *Golden Age* américain (1945-1975) induit une forte demande de produits pétroliers, tandis que la « Guerre froide » (1947-1991) entraîne les États-Unis dans une course aux armements où la réserve pétrolière devient une composante majeure de la puissance : porte-avions, sous-marins, avions à réaction, et missiles sont de grands consommateurs d’hydrocarbures.

 L’intervention des États-Unis dans la crise qui oppose l’Irak et le Koweït, la « […] coalition hors du commun […] » (Ligne 5) de 900 000 hommes (600 000 sont Américains) sous l’égide de l’Organisation des Nations Unies (ONU), s’inscrit dans **la droite ligne du Pacte du *Quincy***. BUSH déclare ainsi explicitement (6 mars 1991 devant le Congrès des États-Unis) que les États-Unis vont maintenir une « […] force navale conséquente dans la région, comme ce fut le cas depuis quarante ans […] » (Lignes 13 & 14). George Herbert BUSH, président républicain (1988-1992), ancien directeur de la *Central Intelligence Agency* (CIA, 1976-1977), connaît bien les arcanes de la diplomatie américaine dans la région. Proche des milieux pétroliers texans (Qu’il a représenté au Congrès), il sait aussi l‘importance de l’Arabie saoudite dans la stabilité de la région (Il a déjà proposé en 1971 comme Ambassadeur des États-Unis aux Nations Unies la création d’une force internationale pour la paix au Proche Orient). Il s’inscrit dans le droit fil de la « doctrine EISENHOWER » (1958) et de la « doctrine CARTER » (1980) « […] nos intérêts dépendent d’un Golfe stable et sûr […] » (Lignes 14). L’intervention américaine au Koweït confère aux États-Unis une légitimité unique mais fragile car les milieux fondamentalistes saoudiens restent hostiles aux Américains (« […] Cela ne signifie pas le stationnement de forces américaines […] dans la péninsule arabique […] », lignes 10 & 11). Les États-Unis ont réussi le tour de force de concilier la protection de leurs deux alliés, Israël et l’Arabie saoudite, par ailleurs opposés sur la question palestinienne. Les États-Unis ont en effet déployés des batteries de missiles anti-missiles *Patriot* en Israël pour contrer les tirs de missiles SCUD irakiens, dont on pensait qu’ils étaient chargés de substances chimiques comme l’Ypérite (« Gaz moutarde »). Les Irakiens s’en étaient équipés avec l’aide des gouvernements allemands et français pendant la « Guerre Iran / Irak » (1980-1988). George BUSH déclare : « […] pour contrôler la prolifération des armes de destruction massive et les missiles utilisés pour les envoyer […] L’Irak requiert une vigilance particulière […] » (Lignes 15 à 17). En 1991, George BUSH est donc le sauveur d’Israël et du royaume saoudien, qui deviennent ses deux obligés. De nouvelles perspectives pour régler la question lancinante de la Palestine semblent s’ouvrir. Le « Nouvel Ordre International » dont BUSH se fait dans ce discours le promoteur se propose de donner un État au peuple palestinien (Accords d’Oslo-Washington, 1992, signés par son successeur à la Maison Blanche, Bill CLINTON, 1992-2000). Le discours du 6 mars 1991 inaugure une nouvelle ère diplomatique car les États-Unis, artisans principaux de la « […] victoire de la loi et du droit […] » (Ligne 2), entendent mettre au service de l’ONU leur formidable puissance militaire héritée de la « Guerre froide » finissante (Le « Mur de Berlin » est tombé en 1989, l’Allemagne s’est unifiée en 1990). George BUSH déclare « […] Que nos amis et nos alliés sachent […] que l’Amérique se tient prêt à assurer la paix à leurs côtés […] » (Lignes 9 et 10). En 1992, l’opération *Restore Hope* en Somalie (1992-1992) contre les seigneurs de la guerre incarne la volonté étatsunienne de « […] préparer l’avenir […] » (Ligne 6), quitte à laisser dire d’eux qu’ils sont devenus les « gendarmes du monde ».

 **Les deux documents**, la photographie de la rencontre ROOSEVELT / IBN SAOUD sur le *Quincy* (1945) et le discours de George H. BUSH devant le Congrès des États-Unis (6 mars 1991), **rendent donc bien compte en partie de la présence américaine dans la région du Proche et du Moyen Orient**. Mais cette présence ne peut se réduire à ce que l’historiographie occidentale à appelé le « Pacte du *Quincy* ».

**\***

 La présence américaine dans la région du Proche et du Moyen Orient ne se limite pas à l’alliance avec la dynastie des SAOUD. **Les États-Unis ont cultivé des alliances complexes**, afin de mettre l’Arabie saoudite en concurrence avec d’autres acteurs régionaux (1). À l’inverse, **les SAOUD ne se sont pas des spectateurs passifs de la géopolitique américaine** au Proche et au Moyen Orient : ils orchestrent aussi des politiques autonomes qui peuvent parfois se faire au détriment des intérêts américains (2).

Si **la présence américaine au Proche et au Moyen Orient** se caractérise par l’alliance de longue durée avec le Royaume d’Arabie saoudite, elle **se définit aussi par des alliances avec des États concurrents** : Israël d’abord (dont les liens avec les États-Unis sont aussi forts que ceux tissés avec la monarchie saoudienne), la Turquie, qui durant la « Guerre froide » (1947-1991) fermait la Mer Noire soviétique, l’Iran enfin, jusqu’en 1979, qui fut un contrepoids militaire et énergétique à l’Arabie saoudite. En ce sens, les deux documents ne rendent compte qu’en partie de ce qui fait l’engagement américain dans la région du Proche et du Moyen Orient. Si l’intérêt des États-Unis pour la région est tardif, cela s’explique par plusieurs raisons : c’est d’abord la zone d’influence privilégiée de la Grande-Bretagne, alliée des États-Unis. Ensuite le pétrole consommé aux États-Unis vient essentiellement du Golfe du Mexique jusqu’aux années cinquante, et la région du Proche et du Moyen Orient n’a pas encore ce caractère stratégique qu’elle acquière pendant la Seconde Guerre mondiale (1937-1945). Enfin l’attention des États-Unis après la Première Guerre mondiale (1914-1919) se focalise essentiellement en Extrême-Orient, en Chine et aux Philippines (Que les États-Unis administrent dès 1898). La poussée allemande sur la Volga (1942) attire l’attention américaine sur la région. La Turquie est le 1er allié des États-Unis au Proche et au Moyen Orient : elle entre (1952) dans l’Organisation du Traité de l’Atlantique Nord (OTAN, 1949). Il faut attendre l’échec britannique en Iran face au Premier Ministre réformateur MOSSADEGH (1953), et l’intervention de la CIA pour soutenir le jeune Shah, pour que l’Iran devienne un des plus sûrs alliés des Américains (1953-1979). L’Iran sera jusqu’à la révolution populaire (1979) puis islamique (1980) le pilier de la diplomatie américaine au Proche et au Moyen Orient. Les livraisons d’armes ultrasophistiquées se poursuivront jusqu’en 1979. Le *lobby* militaro-industriel américain se tournant alors vers l’Arabie saoudite pour écouler sa production. Le Secrétariat d’État favorisa aussi Israël, d’abord en appuyant sa création (1948), ensuite en accordant une aide militaire et financière massive à partir de la « Guerre de Kippour » (1973). Les États-Unis appuyèrent aussi le rapprochement entre l’Égypte de SADATE et Israël (1979, Accords de camps David) alors même que l’Égypte s’était toujours posée en rivale de l’Arabie saoudite, pour le *leadership* au sein du monde arabe. Le « Pacte du *Quincy* » fut plus une reconstruction *a posteriori* qu’une véritable rupture historique. Il symbolise le lent et oscillant rapprochement américano-saoudien, sans que cette relation soit primordiale, exclusive ni linéaire.

**Le Royaume mène en retour une politique impériale autonome dans la région**, une politique qui peut parfois aller à contrecourant des intérêts géopolitiques américains. Pendant les dix années qui suivent la création d’Israël (1948), les relations entre l’Arabie saoudite et les États-Unis sont très tendues. IBN SAOUD ne supportant pas la duplicité américaine. Tandis que ROOSEVELT lui avait affirmé que la solution à la question du mandat de Palestine serait négociée avec les États arabes, TRUMAN, choqué par les récits des « camps de la mort » et devant administrer une Europe aux 15 millions de réfugiés, avait fait hâter l’indépendance d’Israël. La monarchie saoudienne sait aussi orchestrer la rivalité pétrolière entre les Britanniques, progressivement évincés de la région, et les Américains. La création de l’Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP, 1967), l’embargo pétrolier décrété après la « Guerre de Kippour » alors que les ventes d’armes américaines vers Israël sont devenues massives, le relèvement brutal des prix du pétrole lors du 1er « Choc pétrolier » (1973-1974) puis lors du 2ème « Choc pétrolier » (1979) montrent l’autonomie de l’Arabie saoudite vis-à-vis des États-Unis. La monarchie saoudienne n’est pas assujettie au « Pacte du *Quincy* ». L’alliance stratégique entre les États-Unis et l’Arabie saoudite, si elle se renforce sur le temps long de manière continue, connaît donc des hauts et des bas. De faible intensité jusqu’en 1958, elle se distend après 1973 devant le soutient américain à Israël, devant le rapprochement américain avec l’Égypte de SADATE (1979) et surtout de MOUBARAK (1981-2011), et l’invasion du Liban (1982) par l’État hébreux. C’est la chute du Shah (1979), la prise du pouvoir par les mollahs (1980) en Iran, l’invasion de l’Afghanistan par l’Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS, Noël 1979) qui obligent à nouveau au rapprochement. L’arrivée au pouvoir du roi Fahd (1982-2005) facilite le rapprochement américano-saoudien. Les intérêts des deux protagonistes sont devenus relativement convergents : l’Iran de l’Ayatollah KHOMEINI fustige autant le « Grand Satan » que sont, selon lui, les États-Unis que la dépravation des princes dépensiers du Royaume. L’ennemi est commun. La famille royale place ses « pétrodollars » dans les banques américaines, elle achète le matériel militaire américain, vend son pétrole aux pétroliers américains, et finance la lutte contre les Soviétiques en Afghanistan (1979-1988). Les États-Unis restent en retour discrets sur la question des droits de l’homme, très dégradés dans les pétromonarchies, et la question du fondamentalisme religieux. Le régime wahhabi est intolérant, et les imans wahhabis qui cautionnent le régime des SAOUD sont des maillons centraux du financement des mouvements terroristes islamiques. Le financement du fondamentalisme musulman ne pose pas de problème aux États-Unis jusqu’aux attentats du 11 septembre 2001. Les Américains considèrent en effet qu’il permet de lutter contre l’influence soviétique (Comme en Afghanistan), et contre les régimes socialistes du Proche et du Moyen Orient, notamment la Syrie dont la base de Lattaquié sert de port stratégique pour la flotte soviétique. En accordant une grande liberté d’action au Hamas de Cheikh YASSINE, les Israéliens jouent la même carte du fondamentalisme contre l’OLP de Yasser ARAFAT.

**\* \* \***

 La photographie du « Pacte du Quincy » (1945) et l’extrait du discours de George H. BUSH (1991) rendent en partie compte de la présence américaine dans la région du Proche et du Moyen Orient. En effet ils témoignent de l’ancienneté et de la solidité de l’alliance privilégiée entre les États-Unis et le royaume d’Arabie saoudite. Mais **ils gomment, ce faisant, toutes les aspérités de l’Histoire**, permettant d’oublier que les États-Unis se sont toujours gardés de tout exclusivisme en s’alliant aussi à des rivaux des SAOUD. Permettant d’oublier aussi que l’Arabie saoudite a cultivé une politique autonome d’influence dans la région, parfois au détriment des intérêts vitaux des États-Unis.

**George BUSH devant le Congrès**, alors que la puissance américaine est à son zénith, renoue avec ROOSEVELT et REAGAN, deux présidents qui, a quarante ans de distance, ont gagné chacun une guerre mondiale et totale contre des totalitarismes : ROOSEVELT le vainqueur du Nazisme, REAGAN le vainqueur du totalitarisme soviétique. BUSH **s’inscrit dans la lignée des présidents interventionnistes**, engageant la guerre contre la dictature baasiste, il renoue aussi avec WILSON et ses « 14 points » (1918). En agissant au nom de « […] ces quatre objectifs […] » (Phrase soulignée) que sont « […] des accords de sécurité mutuelle […] » (Lignes 8 & 9), « […]contrôler la prolifération des armes […] » (Lignes 15), « […] assurer la paix et la sécurité […] » (Lignes 18 et 19) et « […] favoriser le développement économique […] » (Lignes 20) BUSH rappelle que les États-Unis sont encore une puissance, capable de proposer un projet pour le monde. Hubert VÉDRINE parlera d’une **« hyperpuissance »** pour désigner le nouveau statut des États-Unis, puissance sans rivale ni compétiteur. ROOSEVELT promettait lui aussi (1941) aux Américains les « quatre libertés » (Sécurité, liberté de conscience, croissance, liberté de parole) peintes par Norman ROCKWELL. REAGAN mit en place des accords de désarmement avec l’URSS (Accords INF, 1987). Sans nier l’intérêt stratégique des États-Unis pour la stabilité du Golfe, BUSH propose de profiter de la fin de la « Guerre froide » (1947-1991) pour renouer avec le multilatéralisme : WILSON avait proposé la Société des Nations (1919), ROOSEVELT l’Organisation des Nations Unies (1945), BUSH propose le Nouvel Ordre International. S’il est tentant de comparer ce discours avec le rapide échec de toutes ces ambitions (échec des accords, d’Oslo, guerre au Yémen, regain du terrorisme, et échec de tous ces successeurs, dont son fils, à stabiliser la région), la période 1991-1993 paraît celle d’une formidable main tendue des États-Unis au Reste Du Monde (RDM).

Cependant, en se proposant d’être le garant d’un Proche et Moyen Orient débarrassé de ses conflits, **BUSH renoue aussi avec une certaine naïveté des impérialismes bien pensants de l’Entre-deux-guerres,** quand les puissances tutélaires des mandats se proposaient d’amener les peuples de la région vers l’indépendance économique et politique, sans se demander quels étaient les voeux des populations de la région. Pour paraphraser DE GAULLE, BUSH en 1991 revint de « l’Orient compliqué avec des idées simples ». Il n’en reste rien. Sinon la tentation aujourd’hui (2017) d’un nouveau président républicain, Donald TRUMP, de gagner lui-aussi son titre d’*imperator* en Orient.  © **Erwan** BERTHO (Juin 2017)